L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 14 SEPTEMBRE 1889.

PETITES ANNONCES.

MME H. HERBAU, modiste dégraissage (Paris Parisien) a transféré son établissement de la 2e Chartres au No 126 rue de Conti.
8 sept—1m

DEMANDES.

UNE ouvrière de première force pour une bonne famille. Doit coudre sur les bas. S'adresser rue Bourbon et Orléans.
10 sept—3t

A LOUER.

A LOUER.—Le 1er sept., 66 rue Chartres.
30 août—1m

A VENDRE.

A VENDRE bon matelot, du sang de vie Bonin. Lumber Rice Mill, 71 Decatur.
13 sept—4t

A VENDRE.—Pour cause de départ, grange et bar. S'adresser sur les lieux, 209 rue Marville. 8 sept—7t

A VENDRE.—Une voiture couverte presque neuve, un cheval, un wagon et tout ce qu'il faut pour l'exploiter. Pour informations, s'adresser à Mr. Jos. Van Bertholomew, entre Morel's et Urquhart. 4 sept—

SI votre pharmacien ne tient pas de Uhlenhuth's Hygienic, envoyez aux nouveaux ou anciens propriétaires, 50 Decatur, coin Decatur.
7 juillet—3m

PAR LE CONSTABLE.

Louis Fajol et als vs Charles Olivier.

DUXIEME COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, No 12,422.—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Hon. E J. Bermudez, juge de la Troisième Cour de Cité de la Nlle-Orléans et agissant comme juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus numérotée, je vendrai à l'encan, sur le Bayou St-Jean, au face du "Port Bridge," près du Southern Park, dans le troisième district de cette ville, le VENDREDI 27e jour de septembre 1889, à 9 1/2 heures A. M., la propriété décrite ci-après, à savoir:

Un mulet et une paire de roues.

Saisi dans l'affaire et dûment numéroté.

Conditions—Comptant, sur les lieux.

P. AD. PORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

14 sept—14 19 27

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Rosario Mustelbano.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,838.—Division D.—Attendu que Owen Reidy a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Rosario Mustelbano, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

13 sept—13 18 22

Succession de John Leonard Moey et de sa première femme Yetta Oelteb.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 27,834—Division D.—Attendu que Mme Wilhelmine Moey, veuve de Henry Oelteb, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John Leonard Moey et de Yetta Oelteb, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

13 sept—13,18,22

Succession de Casper Wild.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 27,832.—Division E.—Attendu que Mme Veuve Elisabeth Wild, veuve de Casper Wild, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Casper Wild, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
8 sept—8 13 17 Greffier.

Succession de Sarah J. Armston.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 27,820—Division C.—Attendu que Henry C. Armston a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Sarah J. Armston, décédée, intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Sept—6 11 15 Greffier.

Succession de Euphémie Blanche, veuve de Paul Villars.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 27,773.—Division A. Attendu que Mme Maria Villars, femme de Frédérick Alvah Stinson, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Euphémie Blanche, veuve de Paul Villars, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
29 août—29—sept 2 7 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

Rudolph Langermann vs ces créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 27,063.—Division E. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'ils en ont pour lesquelles le compte final présenté par Rudolph Langermann, syndic provisoire des créanciers dans cette affaire, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS,
14 sept—14 19 22 Greffier.

Anthony Schneckere vs. Ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 91,786—Division A. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'ils en ont pour lesquelles le compte final présenté par Henry M. Boerner, syndic des créanciers de cette affaire, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS,
12 sept—12 17 21 Greffier.

Orleans Manufacturing Company et Syrage Excelsior ont concouru à liquidation.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,846—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'ils en ont pourquoi le compte présenté par G. A. Lee, J. Thos. Taylor et Peter Tobary, liquidateurs de cette affaire, ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds déposés conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

Sept—6 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du 1e de District pour la paroisse d'Orléans. No 27,003—Division B—Edouard Langermann vs. ses créanciers.—Vu le rapport final du syndic et liquidateur dans la succession de feu Rosario Mustelbano, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

13 sept—13 18 22

Succession de Jacques Wilhelmine Rony, veuve de Henry Oelteb, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John Leonard Rony et de Yetta Oelteb, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
13 sept—13,18,22 Greffier.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Autorisée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'encouragement public.

En octobre de la Compagnie a été ratifiée, par le présent Constitution de l'Etat, adoptée le 5 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semi-annuellement (Juin et Décembre) et les grandes tirages à numéros simples en Mars et Septembre de chaque année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ce manuscrit, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. H. Early

COMMISSAIRES.

BUREAUX ET ATELIERS,

No 72 RUE DE CHARTRES

Entre Conti et Bienville.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 15 OCTOBRE 1889.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars: Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, est:		$300,000
1 Lot de	100,000,		100,000
1 Lot de	50,000,		50,000
1 Lot de	25,000,		25,000
2 Lots de	10,000,		20,000
5 Lots de	5,000,		25,000
25 Lots de	1,000,		25,000
100 Lots de	500		50,000
200 Lots de	300,		60,000
500 Lots de	200,		100,000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de	$500, est:	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
1 Lots de	$300,	30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, est:	99,900
999 Lots de	$100,	99,900
3,134 Lots se montant à		$1,054,800

On demande des agents partout.

Pour les prix à payer par les Ordres, on peut nous remettre ceux (en un vendant aussi), d'une banque de la Nouvelle-Orléans ou sur un service plus rapide de la Poste ou sur argent une mandat postal ou télégramme.

IMPORTANT.

Remettre par Postal Notes, Express Money Order ou Lettre de New York, dans de bonnes enveloppes. Mentionner le nom exact de l'adresse à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lac.

Adresser vos lettres enregistrées contenant de l'argent à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

Nous soussignés, banquiers, agissant en vertu de la Charte de l'Etat de la Louisiane, dont un acte a été passé devant Alcée Fortier, notaire public, le 13 juillet 1889, certifions que les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, sont sous notre contrôle et surveillance, et que les tirages sont faits avec honnêteté, bonne foi et loyauté, et que nous autorisons la Compagnie à faire usage de notre nom dans ses annonces, avec notre autorisation.

CITIZENS' BANK,
Nouvelle-Orléans.
CANAL BANK,
Nouvelle-Orléans.

L'ABEILLE

—DE LA—

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

—AVEC UNE—

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

—LE—

SAMEDI MATIN

—ET—

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	25

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est repue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'étranger.

Un Bulletin matinal,

Une liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,

Une liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans,

Un Bulletin Financier,

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer,

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

BUREAUX ET ATELIERS:

CHARTE.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Bureau d'Orléans.

QUE CE 6e JOUR de Mars, en l'année mil huit cent quatre-vingt-neuf, devant moi, Wm. Henry Kent, notaire, public, commissionné et assermenté pour la paroisse d'Orléans et l'Etat de la Louisiane, et en présence des témoins ci-après nommés et signés avec moi, comparu personnellement et agissant en personne, les personnes dont les noms suivent, lesquelles ont déclaré, par les présentes, former entre elles une association, conformément aux dispositions d'une loi de l'Etat de la Louisiane, votée le 29 juin, 1870, et aux dispositions des lois de cet Etat relatives aux corporations, telles qu'elles existent aujourd'hui, et aussi aux dispositions de la loi de cet Etat relative aux corporations industrielles également et spécialement, et ont déposé devant moi, notaire, ce qui suit, savoir, lesdites leurs chartes, à savoir :

ARTICLE I.

Le nom de cette corporation sera : "THE NORTH AMERICAN SLAUGHTERHOUSE (REFINING UNION), LIMITED". Le siège social sera dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans la paroisse d'Orléans, dans l'Etat de la Louisiane, et le terme de cette corporation sera de quatre-vingt-dix années à partir de la date de la présente, et ses affaires seront administrées et conduites sous la raison sociale ci-dessus désignée.

ARTICLE II.

L'objet et le but de cette corporation sont l'achat, la vente, l'échange et en général le commerce de toutes sortes de viandes, de bestiaux, de cuirs et de peaux, et de tous autres articles qui peuvent être nécessaires à l'exploitation de ladite affaire, et aussi la construction, l'achat, la location et l'exploitation de tous bâtiments, machines, appareils, pour les dites fins, et généralement tout ce qui sera nécessaire, utile ou avantageux pour atteindre le but principal ci-dessus énoncé.

ARTICLE III.

Le domicile de la dite corporation sera situé dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans la paroisse d'Orléans, dans l'Etat de la Louisiane, et le lieu d'affaires de cette corporation sera situé dans la dite ville de la Nouvelle-Orléans, dans la dite paroisse d'Orléans, et, dans le cas où il serait nécessaire ou bon d'établir une succursale ou succursales ou agences de l'association.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette association, est de $500,000, divisé en cinq mille (5,000) actions de cent dollars ($100) chacune, lequel capital pourra être augmenté à la volonté de la majorité des actionnaires, par vote à la majorité de cent (100) parts ou actions, dans une ou plusieurs émissions, jusqu'à ce que le capital soit porté à un million de dollars ($1,000,000), et ce capital pourra être diminué de la même manière, jusqu'à ce qu'il soit réduit à cinq cent mille dollars ($500,000), et ce capital sera payé en argent ou en propriété réelle ou personnelle, ou en droits ou choses en action, ou en tout ou en partie, comme il sera décidé par les directeurs de la compagnie, et ces actions seront émises et payées de temps à autre, comme il sera ordonné par les directeurs de la compagnie, et il ne sera émis aucune action autrement que pour argent comptant, à moins que la majorité des actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires, dûment convoquée pour considérer la question, ne vote autrement